

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plérin

Plérin, le 05/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPERATIVE LE GOUessant (ZI)

ZI La Ville Es Lan
1 r Jeannaie Maroué
22400 Lamballe-Armor

Code AIOT : 0005500104

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement COOPERATIVE LE GOUessant (ZI) implanté ZI La Ville Es Lan 1 r Jeannaie Maroué 22400 Lamballe-Armor. L'inspection a été annoncée le 10/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale portant sur le contrôle des silos et des installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, classées à autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées.

L'objectif est de vérifier, en particulier, la prise en compte par l'exploitant, des observations formulées lors de la précédente inspection réalisée le 09/06/2022, sur le sujet des risques liés à l'empoussièrement des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE LE GOUessant (ZI)
- ZI La Ville Es Lan 1 r Jeannaie Maroué 22400 Lamballe-Armor
- Code AIOT : 0005500104
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LE GOUessant, autorisée par arrêté préfectoral du 02 mars 2004 modifié par arrêté complémentaire du 08 juillet 2010, exploite une unité de fabrication d'aliments pour le bétail (classement 3642) ainsi qu'une unité de stockage de céréales (classement 2160).

Les capacités de stockage sont constituées :

- d'un silo béton comportant 8 cellules cylindriques verticales (de capacité unitaire 2 200 m³) et 3 as de carreaux (de capacité unitaire 450 m³) : silo 1;
- d'un silo béton comportant 8 cellules cylindriques verticales (de capacité unitaire 475 m³) : silo 2 ;
- d'un silo métallique comportant 14 cellules carrées ouvertes (de capacité unitaire de 845 m³) : "cases à grains" ;
- d'une tour de manutention qui communique avec la galerie supérieure du silo 1;
- d'une tour de manutention qui communique avec les silos 2 et les "cases à grains";
- de boisseaux de stockage intermédiaires d'une capacité totale de : 7 865 m³.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV - article 13, alinéa 1 (Nettoyage des surfaces empoussiérées)	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV - article 13, alinéa 3 (Nettoyage des surfaces empoussiérées)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV - article 9 (Installations électriques)	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV - article 13, alinéa 4 (Nettoyage des surfaces empoussiérées)	Sans objet
4	Systèmes de dépoussiérage et de transport, manutention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV - article 15 (Asservissement circuit de manutention/système d'aspiration)	Sans objet
6	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV - article 4 (Travaux par point chaud et permis de feu)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite de contrôle, l'Inspection des installations classées a pu constater:

- que l'exploitant a répondu aux observations formulées lors de la précédente inspection, avec des éléments d'information concernant les filtres à manche et les mesures d'empoussièrement qui restent à être précisés ;
- un état général satisfaisant en matière d'état d'empoussièrement des installations de stockage de céréales et une traçabilité des opérations de nettoyage effectuées ;
- la nécessité de compléter le contrôle des installations électriques.

Les autres remarques indiquées lors de la présente inspection ont été prises en compte dans les jours qui ont suivi et les axes d'amélioration évoqués ont fait l'objet d'un plan d'actions fourni par l'exploitant par courriel du 26/07/25.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - article 13, alinéa 1 (Nettoyage des surfaces empoussiérées)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

Constats :

Rappel constat inspection du 09/06/2022:

L'exploitant doit respecter scrupuleusement les fréquences de nettoyage indiquées dans le planning de nettoyage, s'assurer de la suffisance du nettoyage réalisé et adapter, le cas échéant, cette fréquence en fonction de l'intensité de l'activité

L'exploitant doit transmettre les prochains résultats du taux d'empoussièrement mesuré au niveau de la passerelle des « cases à grains » et prendre les dispositions nécessaires en cas de valeur relevée supérieure au seuil d'explosivité pour les poussières de céréales. Ces mesures devront être systématisées et reportées dans le planning de nettoyage.

Dans son planning de nettoyage, l'exploitant doit prévoir l'intervention d'une entreprise extérieure, a minima après chaque période de collecte, afin de procéder au nettoyage des parties inaccessibles au sein des « cases à grains » constituées de cellules ouvertes.

Courrier exploitant du 30/01/2023 et constat inspection du 22/07/2025:

La fréquence de nettoyage de la passerelle du silo "cases à grains" qui était fortement empoussiérée lors de la précédente inspection a été augmentée, à raison d'au minimum un nettoyage par semaine, ce que l'inspection a pu constater en consultant le registre des nettoyages. Le jour de l'inspection, l'état d'empoussièrement était acceptable. Son nettoyage, effectué la semaine précédente (16/07), était prévu en fin de la semaine courante.

Des indications spécifiques au nettoyage de la "case à grains" figurent dans la procédure de nettoyage (opérations de nettoyage hors ventilation et convoyeur à l'arrêt, dépoussiérage de la passerelle ainsi que des équipements présents (ventilateur, RIA, ...). Dans cette zone, on peut noter l'absence de moteur, ce qui permet de réduire le facteur de risque potentiellement lié à l'échauffement de ce dernier.

La procédure de nettoyage a été complétée avec le nettoyage périodique, au minimum annuel après la collecte, par une société extérieure avec intervention de cordistes pour les parties difficilement accessibles.

L'ensemble des opérations de nettoyage des installations réalisées est reporté par le responsable réception produits, dans un document de suivi dédié (planning nettoyage EU1/404), incluant à la fois les consignes et les enregistrements. Outre le nettoyage régulier, l'exploitant procède à une évaluation visuelle de l'état d'empoussièrement à fréquence semestrielle (une grille spécifique est renseignée à cet effet), afin d'identifier si un nettoyage supplémentaire est nécessaire .

A la suite de la précédente inspection en 2022, l'exploitant avait par ailleurs fait réaliser des mesures d'empoussièrement par la société IRH, sur une durée d'une semaine au cours de laquelle une quantité maximale en produits avait été réceptionné dans les "cases à grains". Il en est ressorti des valeurs comprises entre 76 et 119 g/m². A titre informatif, la référence INRS fait état d'un taux de référence d'explosivité des poussières de blé à 65 g/m³.

L'exploitant précise avoir recontacté la société IRH afin d'approfondir ce sujet et de procéder à de nouvelles mesures, selon un protocole à établir, dans l'objectif de pouvoir faire une corrélation entre les concentrations surfaciques et volumiques relevées, et engager des actions particulières si nécessaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit transmettre les résultats issus des mesures d'empoussièrement réalisées par la société IRH et indiquer les actions prévues, le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13, alinéa 3 (Nettoyage des surfaces empoussiérées)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie ou l'explosion.
Constats : <u>Rappel constat inspection du 09/06/2022:</u> L'exploitant doit transmettre: - le justificatif de mise en place des filtres à manches antistatiques, et confirmer que la continuité électrique est assurée entre le média constitutif de la manche et la terre, condition indiquée comme devant être remplie pour que le dispositif réponde à la directive ATEX; - les caractéristiques de l'aspirateur utilisé pour le sol et les étages de la tour de manutention associée au silo 1. <u>Courrier exploitant du 30/01/2023 et constat inspection du 22/07/2025:</u> La question des filtres à manche n'a pas été abordée : ce point doit être clarifié par l'exploitant. Selon le plan de zonage ATEX fourni, tel qu'il avait été présenté dans l'étude de dangers du site, et les informations communiquées par l'exploitant sur les modalités d'utilisation de l'aspirateur industriel, ce dernier n'est pas utilisé dans les zones considérées comme ATEX.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit apporter les éléments attendus concernant les filtres à manche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13, alinéa 4 (Nettoyage des surfaces empoussiérées)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : <u>Rappel constat inspection du 09/06/2022:</u> L'instruction relative au nettoyage doit être complétée avec les dispositions particulières à prendre en cas d'utilisation du balai et de la soufflette. Ces dispositions doivent notamment comporter les indications concernant: le risque de mise en suspension de poussières pouvant créer la formation d'une atmosphère explosive en cas d'utilisation du balai et de la soufflette, la nécessité de procéder au nettoyage convoyeurs à l'arrêt, l'interdiction de travaux par point chaud dans les locaux en cours de nettoyage, <u>Courrier exploitant du 30/01/2023 et constat inspection du 22/07/2025:</u> L'instruction relative au nettoyage a été complétée comme demandé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Systèmes de dépoussiérage et de transport, manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 15 (Asservissement circuit de manutention/système d'aspiration)
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
Prescription contrôlée : (...) Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. (...) Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. (...)
Constats : <u>Rappel constat inspection du 09/06/2022:</u> L'exploitant doit transmettre les justificatifs relatifs à la mise en place :

- d'évents des filtres à manche débouchant vers l'extérieur pour les élévateurs E21 et E22;
- du double asservissement entre les transporteurs et l'aspiration installée sur les quatre élévateurs ainsi qu'entre les transporteurs et l'aspiration au niveau des fosses.

De plus, l'exploitant doit apporter les éléments en matière d'asservissement entre l'aspiration et les transporteurs de céréales concernant les huit cellules du silo 2.

Courrier exploitant du 30/01/2023 et constat inspection du 22/07/2025:

Les événements des filtres à manche des élévateurs E21 et E22 ont été installés le 09/11/2022. Ils ont été visualisés lors de l'inspection.

L'asservissement entre les transporteurs et l'aspiration des quatre élévateurs a été mis en place en 2022 et celui entre les transporteurs et l'aspiration en fosse de réception en 2023.

Les tests réalisés sur le circuit "fosse wagon-T1-CF4 (silo 2)" lors de l'inspection ont été concluants :
 - l'exploitant ayant disjoncté le ventilateur au niveau de la fosse wagon après avoir démarré le transporteur T1, ce dernier s'est arrêté ;
 - le transporteur T1 ne peut être mis en route que si la ventilation au niveau de la fosse fonctionne.

La matrice permettant de connaître les différents asservissements en place a été fournie.

L'exploitant effectue une vérification de ces asservissements dans le cadre de la maintenance préventive des installations : dans le tableau de suivi dédié figurant dans la GMAO, il convient de préciser les équipements testés afin de s'assurer d'en omettre aucun.

Par ailleurs, au niveau de la fosse 0, il convient d'asservir la marche du transporteur au fonctionnement du ventilateur et non au capteur de présence du camion, comme réalisé actuellement et d'intégrer cet asservissement dans la GMAO.

Ces évolutions ont été prises en compte dans le plan d'actions, transmis par l'exploitant dans les jours qui ont suivi l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 9 (Installations électriques)

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué de (...) : l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a fourni :

- pour la partie usine : le dernier rapport de vérification des installations électriques, réalisée du 14 au 28/04/2025 par la société DEKRA, qui formule trois observations dont deux ont été levées par l'exploitant le 05/05/2025.

L'observation restante porte sur les manœuvres de coupure. L'exploitant n'ayant pas permis la mise hors tension des installations lors de l'intervention du prestataire extérieur, l'ensemble des essais nécessaires par l'organisme accrédité n'a pu être réalisé et la vérification s'est donc avérée incomplète.

- pour la partie silos de stockage de céréales : le dernier rapport de vérification des installations électriques, réalisée le 10/04/2025 par la société DEKRA, qui formule la même observation que celle mentionnée ci-dessus concernant les manœuvres de coupure.

- le dernier rapport de vérification des mises à la terre et des liaisons équipotentielles, réalisée du 1^{er} au 02/04/2025, qui n'émet pas d'observation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit faire réaliser, par l'organisme accrédité, la vérification réglementaire complémentaire des installations électriques, telle que mentionnée dans les derniers rapports de la société DEKRA.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - article 4 (Travaux par point chaud et permis de feu)

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection

Prescription contrôlée :

(...) La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Constats :

Les permis de feu consultés comportent les informations suivantes : description des travaux réalisés, risques identifiés, mesures de prévention avant/pendant/après travaux par points chauds (inspection des lieux a minima 2 h, puis 4 h si nécessaire, à l'issue des travaux, avant la reprise de l'activité), moyens de secours à disposition. Ils sont signés par l'exploitant et l'entreprise ayant réalisé les travaux.

Type de suites proposées : Sans suite